

GAÉTAN ST-PIERRE, *Quand la rue parle*, Québec, Septentrion,
2014, 171 pages

Françoise Bouffière

Volume 9, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73004ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouffière, F. (2014). Compte rendu de [GAÉTAN ST-PIERRE, *Quand la rue parle*, Québec, Septentrion, 2014, 171 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(1), 16–16.

IMPASSE

suite de la page 15



des réformistes qui ont su par des compromis préserver la société canadienne-française de la disparition après l'échec des Rébellions. Ainsi le Québec aurait fait sa révolution en revenant à son point de départ. De la révolution tranquille, il faudrait maintenant aller vers la régression tranquille.

Au royaume des interprétations règne la diversité. Le point de vue développé par Cantin n'est pas la seule lecture possible de ce que l'auteur appelle l'impasse. On peut d'ailleurs douter qu'il n'y ait qu'une seule cause au déclin du souverainisme, soit la définition civique de la nation. Un politologue n'a pas nécessairement le même regard qu'un philosophe et à mes yeux il y a deux impensés dans l'analyse de Cantin qui peuvent donner lieu à une autre interprétation du blocage de la société québécoise.

Ma principale réserve concerne le postulat de Cantin qui soutient que la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française: «Quarante ans après la Révolution tranquille, nous ne sommes plus des Canadiens français» (p. 196). Pour ma part, je pense que l'impasse où se trouve le souverainisme vient du fait que la culture canadienne-française n'est pas reléguée au passé, qu'elle est toujours à l'œuvre dans les replis de la conscience québécoise et que ce sont des Canadiens français qui ont empêché l'accession à l'indépendance en 1995. Ce ne sont pas les anglophones et les allophones qui ont bloqué la route de l'indépendance, mais le 40 % de francophones qui ont voté non parce qu'ils se définissaient comme Canadiens français, c'est-à-dire attachés au Canada qui à leurs yeux est la meilleure garantie de survivance. Ce sont ceux qui ont accepté le statut de minorité et qui adhèrent à l'idéologie de la survivance qui ont dit non à la liberté collective. La Révolution tranquille n'a pas effacé la conscience canadienne-française, elle a eu pour effet de fragmenter l'identité collective et d'introduire la contradiction au sein du peuple québécois alors qu'auparavant l'unanimité régnait au pays du Québec. C'est ainsi que nous avons fait notre entrée dans la modernité et avons acquis une certaine maturité, toute chose étant relative.

Ce n'est donc pas l'oubli ou la perte de mémoire qui entrave l'accès à la souveraineté, mais l'emprise d'une autre mémoire sur une part significative du peuple québécois, la mémoire du minoritaire qui a su survivre dans le cadre canadien. C'est l'incapacité de penser la rupture avec le Canada qui est la source du problème. Le Parti québécois qui s'est prétendu porteur du projet souverainiste a lui-même intériorisé cette logique de la collaboration instillée dès les lendemains de la conquête en remplaçant le concept d'indépendance par celui de souveraineté plus adaptable et en proposant la souveraineté-association comme seul possible à notre destin collectif.

L'autre impensé dont Cantin n'a pas le monopole, mais qui participe de l'impasse qu'il veut comprendre, est l'incapacité de penser le rôle du fédéralisme canadien et ses effets délétères sur la conscience collective. L'auteur ne fait aucune référence au Canada et au fonctionnement de ses institutions pour analyser le blocage de la société québécoise comme si le Québec vivait en vase clos. Trop souvent les nationalistes pensent le Québec en faisant abstraction du Canada comme si l'indépendance était faite du moins dans leur tête. Or, les faits sont têtus et il faut en tenir compte si on veut éviter les éternels recommencements.

Si la fonction du philosophe est de faire réfléchir les autres, on peut dire que ce livre est une réussite même s'il ne donne pas de directions claires pour sortir de l'impasse. ♦

GAÉTAN ST-PIERRE QUAND LA RUE PARLE Québec, Septentrion, 2014, 171 pages

Gaétan St-Pierre a été longtemps professeur de littérature au collège Ahuntsic et titulaire du cours d'histoire de la langue dans le programme de lettres. C'est un passionné des mots. Il les collectionne, les décortique, les retourne en tout sens, les replace dans leur contexte pour mieux nous conter leur évolution, leurs histoires et de ce fait la nôtre. Cette gymnastique d'étymologiste donne sous sa plume des ouvrages fort intéressants.

Quand la rue parle fait suite à *Histoires de mots solites et insolites*, publié chez Septentrion en 2011, un ouvrage dans lequel l'auteur proposait déjà un voyage dans l'histoire des mots. Ceux-ci avaient été choisis en raison de leur origine et de leur histoire surprenante. Cette fois, c'est le printemps des carrés rouges 2012 qui a inspiré à l'auteur cette exploration du vocabulaire des luttes populaires et politiques d'ici et d'ailleurs, répression comprise.

Le vocabulaire, nous rappelle Gaétan St-Pierre, «est la composante de la langue, la plus changeante, la plus malléable.» Il nous invite donc à suivre, au fil des siècles, les glissements de terrain qui font qu'un mot change de sens. Prenons le verbe «mobiliser» par exemple. L'auteur note que ce très vieux mot est apparu au XVIII^e siècle, est passé du vocabulaire du droit financier à celui du domaine militaire puis, par extension, dans d'autres domaines de la vie sociale. Bon, il n'y a rien là, me direz-vous! Lisez alors comment partant du verbe se mobiliser l'auteur aboutit au mot meuble et à l'expression sauver les meubles. À n'en pas douter, l'étymologie peut rimer avec plaisir et donner plus que jamais le goût de défendre notre langue bec et ongles.

Pas d'ordre alphabétique dans ce livre qui n'a rien d'un dictionnaire bien que ce soit de mots, de leurs origines et de leur sens dont il est question. Pas de chapitre non plus. Seulement des rubriques que l'auteur fait succéder les unes aux autres en enchaînant par exemple celle qui traite de «Grève ou boycottage?» à celle intitulée «Du piquetage, des scabs et le brasse-camarade qui s'ensuivent», pour poursuivre avec le même humour avec «Poivre et matraque: bas les masques de la répression».

Peut-on parler ici d'étymologie engagée comme l'auteur le suggère? Sans aucun doute. Le parti pris de l'auteur est clair. Gaétan St-Pierre a l'art de fouiller les mots de la révolte pour expliciter ce qui s'est passé pendant le printemps érable entre les étudiants et le pouvoir en place, un pouvoir qui «s'est livré, dans le discours officiel, à un véritable détournement du sens des mots à des fins idéologiques comme grève, droit à l'éducation ou juste part». À propos d'engagement, on apprend (pages 105 à 107) que ce mot est très ancien, mais ne prend son sens de prendre parti publiquement que dans les années 1945. C'est avec un brin d'humour encore que l'auteur montre comment «le lien étymologique entre engagement politique et gage(s) s'est complètement effacé, et pour cause: l'artiste, l'intellectuel engagé prend parti sans gage («garantie») ni gages («rémunérations»).»

Quand la rue parle comprend de nombreuses références à l'Histoire, à la vie politique et parfois à la littérature. Des encadrés et des reproductions d'affiches de propagande viennent habilement reposer le lecteur de l'exercice étymologique pur. On trouve par exemple, sous la rubrique «Loi matraque», une liste des lois d'exception qui ont sévi chez nous de l'après-guerre à aujourd'hui, un extrait des *Misérables* où Victor Hugo se penche sur les composantes de l'émeute, un poème d'Aragon, un extrait du manifeste de la CLASSE *Nous sommes à venir*, un résumé d'une nouvelle de Jack London et bien d'autres choses encore.

Bref, un bon livre à garder sous la main pour tous les indignés et les amoureux de la langue française.

Françoise Bouffière
Écrivaine

